



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

agriculteurs

Question au Gouvernement n° 3652

Texte de la question

CRISE AGRICOLE

M. le président. La parole est à M. Rémi Delatte, pour le groupe Les Républicains.

M. Rémi Delatte. Monsieur le Premier ministre, nos campagnes se meurent. Les élus ruraux peinent à investir dans leurs territoires, à cause de la baisse des dotations que vous leur imposez. Les populations, entrepreneurs et associations, luttent contre la désertification des services publics. L'agriculture, que vous abandonnez, crie sa détresse.

Pendant ce temps, M. le ministre de l'agriculture à temps partiel (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. – Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains*), si peu présent à Bruxelles comme le pointe le rapport d'information de nos collègues Pierre Lequiller et Christophe Caresche, écrit sur internet, à sa sortie du Conseil européen : « Les lignes ont bougé. » Quelle légèreté ! Quelle indécence, monsieur le ministre !

M. Jean Glavany. C'est l'intelligence qui est à temps partiel, chez vous !

M. Rémi Delatte. L'état d'urgence agricole appelle des mesures exceptionnelles, pas de l'autosatisfaction.

Non, monsieur le Premier ministre, les lignes n'ont pas bougé dans les fermes !

M. Yves Durand. C'est nul !

M. Alain Chrétien. C'est pertinent !

M. Christian Jacob. Le ministre n'est présent qu'une fois sur deux à Bruxelles !

M. Michel Lefait. C'est minable, c'est honteux !

M. Rémi Delatte. C'est un affront pour nos agriculteurs qui, cette semaine, espéraient un sursaut, un réveil de votre part, et qui ne voient ce Conseil européen déboucher que sur la promesse d'une visite en France du commissaire européen.

M. Jean Glavany. C'est nul !

M. Philippe Le Ray. C'est la réalité !

M. Rémi Delatte. Monsieur le Premier ministre, au-delà des annonces que vous venez de faire, c'est vous qui devriez visiter nos exploitations, pour écouter nos paysans submergés de charges, de normes et de paperasses (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. – Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et sur quelques bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants*), pour écouter nos producteurs anéantis par une politique agricole commune funeste, une PAC calamiteuse pour les zones intermédiaires ou à faible potentiel, comme la Côte-d'Or, pour lesquelles vous n'avez formulé que de vaines promesses.

M. François Loncle. Pauvre type !

M. Rémi Delatte. L'état d'urgence agricole appelle un vrai plan d'urgence, un plan d'ampleur...

M. Jean-Paul Bacquet. L'urgence, c'est que vous vous taisiez !

M. Rémi Delatte. ...faute de quoi, monsieur le Premier ministre, nous connaissons dans nos campagnes un souffle de colère, de désespoir et de drames, que vous ne contrôlerez plus.

M. Henri Jibrayel. Agitateur !

M. Jean-Claude Perez. Pyromane !

M. Rémi Delatte. À quand le retour de la France sur la scène européenne des négociations agricoles ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et sur quelques bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, je vous ai connu plus modéré et plus équilibré dans vos prises de parole. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Christian Jacob. Il est réaliste !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je connais le discours sur la baisse des dotations aux communes rurales, monsieur Delatte, mais très franchement, et sans vouloir faire de polémique, il faut que vous vous mettiez d'accord avec vos propres amis, qui annoncent, dans leur projet pour le pays en 2017, une baisse du budget de l'État et de la dépense publique à un niveau qui toucherait encore davantage les collectivités territoriales.

M. Christophe Léonard. Ce serait trois fois pire !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Cela toucherait aussi bien les agents employés dans ces collectivités territoriales que les moyens alloués à celles-ci. Vous proposez deux fois plus de réduction du budget de l'État !

M. Philippe Le Ray. Ce n'est pas la question !

M. Jean-Claude Perez. Eh bien, c'est la réponse !

M. Manuel Valls, Premier ministre. On ne peut pas annoncer 100 à 150 milliards de baisses de dépenses publiques pour l'État, les hôpitaux et les collectivités territoriales et entonner, à chaque séance de questions au Gouvernement, le mardi et le mercredi, la complainte de la baisse des dotations. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur quelques bancs du groupe écologiste.*)

M. Yves Fromion. Il y a tout de même des choix à faire !

M. Manuel Valls, Premier ministre. À chacun, monsieur le député, de faire les efforts nécessaires, du côté de l'État, de l'hôpital, des collectivités territoriales, en préservant notre modèle social.

M. Philippe Le Ray. Et l'agriculture ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il y a là une contradiction, et même une forme de démagogie, qui ne vous sied guère, et nous ne devrions plus entendre de tels propos dans cette assemblée. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Plusieurs députés du groupe Les Républicains. La question !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Et c'est la même chose, monsieur Delatte, pour ce qui concerne la crise de confiance, la crise économique, la crise sociale et morale que vit une partie de nos agriculteurs, ceux qui travaillent dans les filières que nous avons eu l'occasion de rappeler. Le ministre de l'agriculture et moi-même multiplions les rencontres avec les agriculteurs.

M. Christian Jacob. Le ministre est absent une fois sur deux !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Plutôt que de surfer sur cette crise et de faire de la démagogie, monsieur le député, il faut dire la vérité aux éleveurs : il faut leur dire qu'il est nécessaire de réformer et de restructurer en profondeur des filières qui, aujourd'hui, sont en grande difficulté. C'est ce qui va être engagé par l'État, au côté de la région Bretagne, avec les producteurs. Eux savent, mieux que quiconque, qu'il faut changer et s'adapter, si l'on ne veut pas que la concurrence venue d'Allemagne ou d'Espagne ne soit mortelle, ce qui est déjà le cas pour certains d'entre eux.

Au niveau européen, nous agissons. *(Exclamations sur quelques bancs du groupe Les Républicains.)* Je pourrais rappeler les choix qui ont été faits par les majorités précédentes en ce qui concerne la PAC ou les quotas laitiers.

M. Christian Jacob. Qu'avez-vous fait depuis quatre ans ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je pourrais vous rappeler ce qui a été fait ici, en France, avec la loi de modernisation de l'économie, et le niveau extrêmement faible du plan qui avait été présenté par M. Bruno Le Maire.

M. Christian Jacob. Vous avez refusé de le voter !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Alors, plutôt que d'être dans la démagogie et la critique facile, faites des propositions ! Je sais que vous avez été surpris par celles que je viens d'annoncer, mais, plutôt que de faire preuve de démagogie, soutenez ce que nous avons engagé. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

M. Jean-Claude Perez. Bravo !

M. Christian Jacob. C'est ignoble !

Données clés

Auteur : [M. Rémi Delatte](#)

Circonscription : Côte-d'Or (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3652

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [18 février 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 février 2016](#)